



MONTFORT SUR MEU

Boulevard Villebois Mareuil :

351162 Montfort sur Meu CEDEX

TRAVAUX D'AMENAGEMENT URBAIN DE LA PLACE DES HALLES

DOSSIER DE CONSULTATIONS DES ENTREPRISES

REGLEMENT DE CONSULTATION



Groupe **MERLIN**

Suivi du document :

Travaux d'aménagement urbain de la place des Halles - RC

Indice	Établi par	Approuvé par	Le	Objet révision
A	C.ROMAN	Y.QUEFFELEC	02/07/25	Établissement

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

N° d'identification du marché :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

POUVOIR ADJUDICATEUR EXERCANT LA MAITRISE DE L'OUVRAGE :

VILLE DE MONTFORT-SUR-MEU

REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR :

Monsieur LE MAIRE

OBJET du MARCHE :

TRAVAUX D'AMENAGEMENT URBAIN DE LA PLACE DES HALLES

MAITRE D'OEUVRE



CABINET BOURGOIS

AGENCE de RENNES

3 rue des Tisserands – CS 96838 BETTON

35768 SAINT GRÉGOIRE CEDEX

Téléphone : 02-99-23-84-84

Télécopie : 02-99-23-84-70

Courriel : cabinet-bourgois@cabinet-bourgois.fr

Date limite de remise des offres : VENDREDI 12 SEPTEMBRE 2025

Heure limite de remise des offres : 12H00

Sommaire

I.	OBJET DE LA CONSULTATION	6
II.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
II.1.	Définition de la procédure	6
II.2.	Structure de la consultation.....	6
II.3.	Structure du marché.....	6
II.4.	Type de contractants	6
II.5.	V ariante facultative	7
II.6.	Variante obligatoire (Prestations supplémentaires éventuelles).....	7
II.7.	Modifications de détail au dossier de consultation des entreprises	7
II.8.	Délai de validité des offres.....	7
II.9.	Délais d'exécution	7
II.10.	Sécurité et protection de la santé des travailleurs	8
II.11.	Travaux réalisés à proximité de réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution	8
II.12.	Conditions particulières d'exécution	8
II.13.	Visite de site	8
III.	CONTENU ET MODALITES DE CONSULTATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	8
III.1.	Contenu du dossier de consultation des entreprises.....	8
III.2.	Modalités de consultation du dossier de consultation des entreprises	9
IV.	CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS ET SECURISATION DE LA PROCEDURE	9

IV.1.	Conditions de transmission des plis	9
IV.2.	Modalités de sécurisation de la procédure	10
V.	MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET OFFRES	11
V.1.	Documents à produire au titre de la candidature	11
V.2.	Documents à produire au titre de l'offre	13
V.2.1.	Documents à remettre	13
V.2.2.	Modalités d'exécution des prestations confiées à d'autres opérateurs économiques	14
VI.	EXAMEN DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	14
VI.1.	Sélection et vérification des candidatures	14
VI.2.	Examen des offres et attribution du marché	15
VII.	DOCUMENTS JUSTIFICATIFS DE LA RÉGULARITÉ FISCALE ET SOCIALE	18
VIII.	SIGNATURE DU MARCHÉ	18
IX.	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	19
IX.1.	Traitement des données personnelles	19
IX.2.	Renseignements complémentaires	19
IX.3.	Voies et délais de recours	19
X.	ANNEXE - NOMMAGE DES DOCUMENTS A REMETTRE PAR LES CANDIDATS.....	20

I. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet : **L'aménagement urbain de la place des Halles.**

Lieu d'exécution : Montfort-sur-Meu

Réalisation de prestations similaires

Les prestations objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouveau marché au profit de l'attributaire du présent marché, négocié sans mise en concurrence préalable, dans les conditions définies à l'article R 2122-7 du Code de la commande publique.

II. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

II.1. Définition de la procédure

La présente consultation pour la passation d'un marché de travaux est lancée selon une procédure adaptée visée aux articles L 2120-1-2° ; L 2123-1-1° ; R 2123-1-1° ; R 2123-4 à R 2123-7 du Code de la commande publique. Elle est soumise aux modalités de publicité définies à l'article R 2131-12 dudit code.

La présente procédure est ouverte. Tous les candidats intéressés sont admis à soumissionner.

II.2. Structure de la consultation

La présente consultation n'est pas allotie : l'allotissement ajouterait de la complexité à l'exécution des prestations.

II.3. Structure du marché

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

Les prestations sont décomposées en phases :

- ▶ Phase 1 : Rue des Dames, rue de la Saulnerie et partie sud de la place des Halles,
- ▶ Phase 2 : Rue de l'Horloge, rue de la Beurrerie et Partie nord de la place des Halles (y compris rampe PMR).

II.4. Type de contractants

L'attributaire pourra être une entreprise seule ou un groupement d'entreprises conjointes ou solidaires.

Si le groupement attributaire est un groupement conjoint, le mandataire dudit groupement sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'entité adjudicatrice.

Les groupements doivent être constitués dès la remise des candidatures. Aucun groupement ne pourra être constitué ultérieurement.

En application de l'article R 2142-21-1° du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

II.5. Variante Facultative

Les variantes facultatives qui seraient proposées par des candidats sont interdites.

Les soumissionnaires ne pourront proposer qu'une seule solution technique dans le cadre de leur offre. Cette solution doit répondre en tous points à la solution technique de base définie dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (Stipulations Techniques Particulières et Stipulations Techniques Générales).

II.6. Variante obligatoire (Prestations supplémentaires éventuelles)

Les soumissionnaires devront présenter une offre conforme à la solution technique définie dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), y compris en ce qui concerne la variante obligatoire.

Il s'agit de :

- **la fourniture et la pose de bordures / pavés en granit origine BRETON – selon quantité indiquée sur le bordereau des prix unitaires / Détail quantitatif estimatif.**

Elle ne doit pas avoir pour conséquence, si elle n'est pas réalisée, d'empêcher, même partiellement, l'obtention des objectifs de requis au CCTP.

Le délai d'exécution d'une variante obligatoire (prestation supplémentaire éventuelle) est réputé inclus dans le délai d'exécution du marché.

II.7. Modifications de détail au dossier de consultation des entreprises

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation.

Les soumissionnaires disposeront d'un délai de **15 jours** à compter de la date d'envoi du document écrit mentionnant ces modifications pour les prendre en compte.

Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

II.8. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **120 jours** à compter de la date limite fixée pour la remise des offres initiales avant négociation, mentionnée dans l'Invitation des candidats sélectionnés (si des négociations ont été menées).

II.9. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont laissés à l'initiative des soumissionnaires qui devront les préciser dans l'acte d'engagement tout en respectant, le cas échéant, le délai plafond imposé.

Passé ces délais, l'Entrepreneur sera libéré de tout engagement concernant la réalisation des travaux, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité.

II.10. Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les dispositions prévues aux articles R 4532-1 à R 4532-98 du Code du Travail telles qu'elles résultent du décret n°94 1159 du 26 novembre 1994 sont applicables.

La catégorie de l'opération est : 2.

II.11. Travaux réalisés à proximité de réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution

Les travaux sont soumis aux dispositions des articles L 554-1 et suivants du Code de l'environnement, des articles R 554-1 à R 554-38 dudit code et à l'arrêté du 15 février 2012 modifié concernant la sécurité des réseaux souterrains aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

II.12. Conditions particulières d'exécution

Clauses sociales et environnementales

Cette consultation ne comporte aucune clause sociale et environnementale.

Marchés réservés

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés aux articles L 2113-12 à L2113-16 du Code de la commande publique.

II.13. Visite de site

Préalablement à l'élaboration de leur offre, les soumissionnaires sont invités à effectuer une visite sur le site.

Cette visite est libre et ni le Maître d'ouvrage ni le Maître d'œuvre n'accompagneront les soumissionnaires.

Cette visite est fortement recommandée pour permettre aux candidats d'établir leur offre en toute connaissance du site et des contraintes de réalisations des travaux.

III. CONTENU ET MODALITES DE CONSULTATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

III.1. Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le Dossier de Consultation des Entreprises comporte les pièces suivantes :

- ▶ Le présent Règlement de la Consultation
- ▶ L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles,
- ▶ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières
- ▶ Le cahier des spécifications techniques générales (CCTP-STG),
- ▶ Le Cahier des spécifications techniques particulières CCTP-STP),
- ▶ Les annexes

- ▶ Les pièces graphiques
- ▶ Le cadre de bordereau des prix unitaires (BPU)
- ▶ Le cadre du détail quantitatif estimatif (DQE).

III.2. Modalités de consultation du dossier de consultation des entreprises

Les candidats doivent télécharger le dossier de consultation sur la plateforme : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>.

Il est recommandé aux candidats de s'identifier sur la plateforme avant le téléchargement du dossier de consultation des entreprises et de communiquer le nom de la personne physique chargée du téléchargement ainsi qu'une adresse mail à laquelle lui seront envoyées les modifications et précisions éventuelles apportées aux documents de la consultation et les courriers de notification dématérialisés liés à la passation, à l'attribution du marché et à son exécution.

En l'absence d'identification préalable, les candidats ne seront pas informés des éventuelles modifications de la consultation et en assureront l'entière responsabilité dans l'élaboration de leur offre.

IV.CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS ET SECURISATION DE LA PROCEDURE

IV.1. Conditions de transmission des plis

Les candidats doivent remettre impérativement le pli comportant les renseignements et documents constituant leur offre par voie électronique sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>.

avant la date et l'heure de remise des offres.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de remise des offres.

Aucune autre forme de transmission électronique (par exemple, par courriel électronique, CD-ROM, clé USB) **n'est admise.**

Le pli peut être accompagné d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD Rom ou clé USB) ou sur support papier à l'adresse du représentant du pouvoir adjudicateur.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention «copie de sauvegarde», ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Le pli est présenté sous la forme d'un seul fichier compressé au format .zip et nommé « XXX », XXX correspondant à la dénomination sociale de l'entreprise candidate ou de l'entreprise mandataire en cas de groupement.

Le fichier .zip comprend deux sous-fichiers nommés « candidature » pour les pièces relatives à la candidature et « offre » pour les pièces relatives à l'offre.

Pour chacun des sous-fichiers, les documents seront nommés « nom.extension », où :

- « nom » correspond au libellé du document ou à son abréviation en **se conformant aux indications fournies dans l'annexe « nommage des documents à remettre par les candidats »** jointes au présent règlement de consultation.

- « extension » correspond au format utilisé - exemple : .pdf, .odt.

Les libellés ne devront contenir ni espace (remplacé par le signe _ en utilisant la touche 8 du clavier), ni accents.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : pdf, odt, rtf, doc(x), odf, xls(x), ods, txt, jpeg, ppt, -les fichiers générés aux formats précédents et compressés au format Zip (.zip)-.

Chaque fichier contenu dans le pli ne pourra excéder en taille 30Mo (la taille totale maximum recommandée du pli étant de 250 Mo).

En cas de difficulté, les candidats peuvent contacter le support technique du profil acheteur dont les coordonnées et les heures d'accueil figurent sur la plateforme.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

IV.2. Modalités de sécurisation de la procédure

Avant toute transmission par voie électronique, les documents devront être traités par les candidats avec un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Chaque transmission électronique fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le rejet d'une candidature en application de l'article 55 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics entraîne l'effacement de l'intégralité de l'offre, des fichiers du Maître d'ouvrage. Le candidat en est informé.

Si la transmission est accompagnée d'une copie de sauvegarde, celle-ci est détruite sans avoir été ouverte.

Toute nouvelle offre envoyée par voie électronique par le même candidat, annule et remplace l'offre précédente.

Les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat et l'habilitation du mandataire du groupement, lorsqu'elle est requise, doivent être signés de manière manuscrite et scannés pour la remise de leur candidature.

V. MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET OFFRES

V.1. Documents à produire au titre de la candidature

Conformément aux dispositions des articles R2143-3 et R2143-4 du Code de la commande publique, il est précisé que :

- les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique géré par les candidats, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit,
- les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et les moyens de preuve qui ont déjà été transmis au service acheteur du pouvoir adjudicateur lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Dispositif MPS



Les soumissionnaires peuvent candidater via le dispositif MPS (Marchés publics simplifiés) si la consultation est identifiée par le logo « MPS » sur les plateformes des marchés dématérialisés.

Les candidats qui le souhaitent pourront présenter leur candidature sous la forme d'un document électronique unique de marché européen (e DUME) téléchargeable sur le site chorus pro : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr> ou à partir du formulaire type de e DUME figurant en annexe 2 du règlement d'exécution 2016/7 de la Commission européenne du 5 janvier 2016, en lieu et place de l'ensemble des documents et renseignements justifiant de leurs capacités.

En cas de groupement, chacun de ses membres doit remettre un E DUME.

Le e DUME doit être dûment complété : la partie II ; les rubriques A ; B ; et C de la partie III, les rubriques B ; C ; et D de la partie IV.

Les candidats ne peuvent pas se contenter pour la partie IV « critères de sélection » de remplir la section A « indication globale pour les critères de sélection ». Ils doivent remplir les autres sections pour pouvoir justifier des exigences requises au titre de la consultation.

Ils doivent également fournir sous forme de fichier séparé :

- ▶ Les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat
- ▶ les attestations d'exécution de bonne fin pour les références qui ne sont pas disponibles par voie électronique (système de stockage, site Web, identification du fichier).

En cas de recours aux capacités d'une ou plusieurs autres entités, les candidats devront fournir un e DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités concernées.

Le e DUME devra obligatoirement être rédigé en français.

A défaut d'utiliser le e DUME, le dossier « candidature » contiendra :

- ▶ Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
- ▶ Les formulaires DC1 et DC2 dûment remplis (version octobre 2016) téléchargeables sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>
- ▶ Une attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité
- ▶ Les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat
- ▶ La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire.

En cas de groupement, les imprimés DC1 et DC2 doivent être fournis par chacun de ses membres et pour les groupements conjoints, la répartition des prestations entre ses membres doit être précisée en rubrique E du formulaire DC1.

Le formulaire DC2 devra être complété comme suit :

*** rubrique F1 :**

	Niveau minimum requis
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global des 3 dernières années et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Chiffre d'affaire annuel > 300 000 €

*** rubrique G**

Déclaration des moyens du candidat comportant les renseignements suivants :

Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels des candidats et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,

Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature,

Indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres du candidat ou des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de conduite de travaux de même nature que celle du marché,

Indication des techniciens ou organismes techniques auxquels le candidat pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage, qu'ils soient ou non intégrés au candidat,

Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché,

Références professionnelles :

Afin d'apprécier la capacité technique du candidat au regard des renseignements demandés, le candidat présentera ses références dans un tableau de synthèse et les données suivantes seront renseignées pour chacune des références demandées :

- > Années (date de mise en service pour la construction des ouvrages)
- > Lieu (ville, pays)

- > Type d'installation
- > Maître d'ouvrage
- > Montant en € HT
- > Type de prestation assurée par l'entreprise concernée par la référence.

Les références devront être des références de travaux en cours d'exécution ou exécutés depuis moins de 5 ans, de même nature et d'importance que le présent marché, appuyées, pour les références les plus importantes d'attestations de bonne exécution.

*** rubrique H :**

Les candidats doivent justifier pour les opérateurs désignés dans leur candidature des mêmes capacités que celles qui leur sont demandées. Ils doivent également produire soit une lettre d'engagement de chacun d'eux soit les contrats par lesquels ils s'engagent à exécuter les prestations correspondantes.

V.2. Documents à produire au titre de l'offre

V.2.1. Documents à remettre

Tous les documents constituant ou accompagnant les offres des soumissionnaires doivent être entièrement rédigées en langue française. Les montants monétaires sont obligatoirement exprimés en euro

Le soumissionnaire doit remettre un dossier « offre » qui contiendra les pièces suivantes :

- ▶ Un acte d'engagement et ses annexes : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement.

- ▶ Un projet de marché comprenant :
 - > Le Cahier des clauses administratives particulières,
 - > Le(s) Cahier(s) des Spécifications Techniques Générales,
 - > Le(s) Cahier(s) des Spécifications Techniques Particulières,
 - > Le bordereau des prix unitaires,
 - > Le détail quantitatif estimatif destiné au jugement des offres,
 - > Le planning et phasage détaillé d'exécution des travaux,
 - > Un mémoire justificatif technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux comprenant de manière organisée et conformément aux critères de jugements, l'ensemble des points demandés dans les critères de jugement de la valeur technique.

Ce mémoire devra préciser les dispositions que l'entrepreneur envisage pour respecter toutes les clauses fixées dans le Cahier des Spécifications Techniques Particulières.

V.2.2. Modalités d'exécution des prestations confiées à d'autres opérateurs économiques

Le soumissionnaire peut recourir aux capacités d'autres opérateurs économiques pour l'exécution du marché, quelle que soit la nature des liens qui l'unissent à ces opérateurs.

Ces opérateurs économiques devront avoir les références professionnelles correspondant au corps de métier pour lequel ils interviennent.

Pour la sous-traitance connue au moment de la remise des offres, les soumissionnaires préciseront, pour chaque prestation sous-traitée, son montant ainsi que le nom des entreprises désignées.

Ils joindront à cet effet pour chaque sous-traitant l'annexe 1 à l'acte d'engagement dûment complétée et accompagnée des pièces et renseignements mentionnés ci-dessous :

- ▶ Capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- ▶ Déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne se trouve dans aucun des cas d'exclusion visés aux articles L 21-41-1 à 2141-11 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Les candidats devront également compléter le tableau de synthèse correspondant figurant en annexe 2 à l'acte d'engagement.

Pour la sous-traitance envisagée au moment de la remise des offres, les soumissionnaires préciseront dans l'acte d'engagement pour chaque prestation qu'ils envisagent de sous-traiter en cours d'exécution du marché, son montant ainsi que le nom des entreprises pressenties.

Les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants désignés à l'appui de la candidature pour justifier des capacités techniques, financières et économiques doivent figurer en annexe à l'acte d'engagement, sous peine de rendre l'offre irrégulière.

VI.EXAMEN DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE

La présente procédure se déroulera en une phase unique qui consistera en l'analyse des candidatures puis en l'analyse et la sélection des offres.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

VI.1. Sélection et vérification des candidatures

La sélection et la vérification des candidatures sont effectuées selon les modalités définies aux articles R 2143-3, R 2143-4, R 2144-6 et R 2144-7 du Code de la commande publique.

Les candidatures arrivées hors délai sont éliminées.

Les candidats entrant dans les cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la Commande Publique.

Les candidats étant dans les cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L 2141-7 à L 2141-11 du Code de la commande publique précités seront exclus s'ils ne fournissent pas les justificatifs visés à l'article L 2141-8.

Les candidatures incomplètes seront éliminées. Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la faculté de demander aux candidats de compléter leur dossier de candidature.

Les candidatures restantes seront examinées et sélectionnées au regard des capacités fournies par les candidats.

Pour l'examen des candidatures, le représentant du pouvoir adjudicateur peut demander aux candidats d'explicitier les documents justificatifs et les moyens de preuve fournis ou obtenus.

Pour un groupement, l'appréciation des capacités techniques sera globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises.

Les candidats qui ne satisfont pas aux exigences de capacités requises sont éliminés.

VI.2. Examen des offres et attribution du marché

L'examen des offres et l'attribution du contrat seront effectués selon les modalités définies aux articles L 2152-1 à L 2152-8 et R 2152-1 à R 2152-13 du Code de la commande publique.

Le représentant du pouvoir adjudicateur éliminera les offres qui sont arrivées hors délai et procédera à l'examen de l'ensemble des offres reçues. Il éliminera celles qui sont inappropriées et celles qui sont anormalement basses en respectant la procédure prévue l'article R 2152-3 du Code de la commande publique.

Le représentant du pouvoir adjudicateur procédera à un classement provisoire des offres restantes sur la base des critères mentionnés ci-dessous pour le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.

Une offre ne comportant pas tout ou partie des documents à produire mentionnés à l'article 5.2.1 ou comportant des documents incomplets et qui sont nécessaires au jugement des offres, sera jugée irrégulière et sera éliminée.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra néanmoins autoriser les soumissionnaires dont les offres demeurent irrégulières à l'issue de la négociation, à les régulariser avant de procéder au classement des offres.

Au terme du classement provisoire, le représentant du pouvoir adjudicateur **pourra engager une négociation** avec l'ensemble des candidats.

Négociations

La négociation a pour objet :

- ▶ De rendre acceptables les offres inacceptables et de régulariser les offres irrégulières si elles n'ont pas été éliminées en application des dispositions ci-avant,
- ▶ D'optimiser les offres sur le plan technique, administratif et financier, sans pouvoir remettre en cause les choix techniques fondamentaux suivants :
 - > Toutes les données de base figurant dans le CCTP-STP et STG.

La négociation s'effectuera par tout moyen (écrit, oral, en visioconférence ou en présentiel dans le cadre d'auditions).

Si une audition est programmée, elle pourra porter sur tous les éléments de votre offre (technique, prix) avec les trois meilleurs candidats suite à une première analyse des offres.

Au terme de la négociation, le représentant du pouvoir adjudicateur finalisera l'analyse des offres et établira une proposition de classement des offres en vue de l'attribution par celle-ci du contrat.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans mener de négociation.

Critères de jugement

Le classement est effectué sur la base des critères pondérés ci-dessous :

VALEUR TECHNIQUE – Note sur 60 points

Critère 1 – Adéquation des moyens humains dédiés au chantier (10 points)

- 1.1 – Organigramme dédié au chantier (2 points)
- 1.2 - Qualifications du personnel dédié au chantier (4 points)
- 1.3 - Références du personnel dédié au chantier (4 points)

Critère 2 – Pertinence des modes d'exécution appliqués au chantier (15 points)

- 2.1 – Pertinence de l'organisation de la préparation du chantier (5 points)
- 2.2 – Description et justification des procédés d'exécution pour chaque étape du chantier (méthodologie de travaux) (5 points)
- 2.3 – Mesures de contrôle interne et externe à chaque étape du chantier (5 points)

Critère 3 – Pertinence des solutions proposées pour répondre aux contraintes du chantier identifiées par le candidat (15 points)

- 3.1 – Méthodologie de maintien des accès (par exemple, piétons, vélos légers, riverains, commerces, secours, livraisons, poids lourds) (8 points)
- 3.2- Les modalités de signalisation de chantier, gestion des flux de circulation (3 points)
- 3.3 - Information des riverains pour toutes les contraintes liées à l'organisation de l'entreprise (4 points)

Critère 4 – Pertinence et cohérence du phasage et planning proposés (15 points)

- 4.1– Planning du chantier (5 points)
 - 4.1.1 - Planning détaillé par tâche (2 points)
 - 4.1.2 - Cohérence des cadencements par tâche (2point)
 - 4.1.3 - Cohérence des moyens utilisés par tâche (0.5 point)
 - 4.1.4 - Points de vigilance et points d'arrêt (0.5 point)

4.2– Phasage du chantier (10 pts)

Le candidat proposera un carnet de phasage répondant :

- Aux contraintes de circulation
- Aux contraintes de maintien des accès aux riverains, commerces et services.

Pour chacune des phases, le candidat présentera :

- Les dates prévisionnelles
- L'emprise détaillée des travaux

- La nature des travaux
- Les modalités de maintien des circulations
- Les accès au chantier
- La zone de stockage et la base vie
- Tout point de vigilance lié aux travaux.

Critère 5 – Pertinence des mesures propres au chantier pour réduire l’impact environnemental du chantier (5 pts)

5.1 – Nuisances (3 points) : Le candidat présentera les dispositions permettant de réduire les nuisances propres au chantier : sonores, poussières, déchets

5.2 – Réduction de l’impact environnemental (2 points) : Le candidat présentera ses procédures permettant de réduire l’impact environnemental relatif aux matériaux et notamment

5.2.1 - Modalités d’approvisionnement et économie circulaire (1 point)

5.2.2 Modalités de l’entreprise pour réduire son impact environnemental (1 point).

PRIX DE L’OFFRE – Note sur 40 points

Notation

Pour le calcul de la pondération du critère « Valeur technique de l’offre », il sera appliqué une note sur une échelle de 0 à 10 pour chaque item du mémoire.

Pour le calcul de la pondération du critère « Prix des prestations »

Le montant de l’offre sera noté selon l’application de la formule mathématique suivante :

Note du candidat = $40 \times (\text{montant de l'offre la moins-disante} / \text{montant de l'offre du candidat})$.

Lorsque le résultat de ce calcul est négatif, la note affectée est égale à 0.

Le montant de l’offre, pour les marchés avec des prix unitaires, est valorisé par référence au Détail quantitatif estimatif joint au présent dossier.

Sur cette base, les prix issus du bordereau des prix unitaires, et le cas échéant, de l’état des prix forfaitaires de chaque soumissionnaire seront appliqués aux quantités définies dans le détail quantitatif estimatif, le résultat déterminant le montant de l’offre.

Le marché sera attribué à l'offre la mieux-disante ayant la note la plus élevée.

Lors de l'examen des offres, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Tout rabais ou toute remise de toute nature qui n’est pas expressément autorisé par le présent règlement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs purement matérielles de multiplication, d'addition ou de report dont nul ne pourrait se prévaloir de bonne foi, qui seraient constatées dans ce détail quantitatif estimatif, seront prises en compte et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence pour le jugement des offres, après avoir recueilli l'accord de l'intéressé.

Les autres erreurs constatées dans le sous-détail d'un prix unitaire ou d'un prix forfaitaire ne seront pas prises en compte dans le jugement des offres. Cependant, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le sous-détail pour le mettre en harmonie avec le détail quantitatif estimatif et, en cas de refus, son offre sera éliminée comme irrégulière.

Si le candidat retenu ne fournit par les certificats, les attestations et les déclaration(s) sous serment visés à l'article 5.1 ci-dessus sous un délai de 8 jours, son offre sera rejetée. L'élimination du candidat sera alors prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur qui présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut en accord avec le candidat retenu procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles notamment financières de l'offre ni le classement des offres.

VII. DOCUMENTS JUSTIFICATIFS DE LA RÉGULARITÉ FISCALE ET SOCIALE

Le soumissionnaire retenu devra produire dans un délai de 8 jours à compter de la demande adressée par le représentant du pouvoir adjudicateur :

- ▶ Une déclaration sur l'honneur attestant que les dirigeants de l'entreprise et les personnes ayant pouvoir d'engager l'entreprise dans le cadre de l'exécution du marché ne se trouvent pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, mentionné aux articles L 2141-1 et L 2141-.3 1°) et 3°) du Code de la commande publique,
- ▶ Une attestation de régularité fiscale et une attestation sociale émanant des organismes publics compétents datant de moins de 6 mois,
- ▶ Un avis de situation Sirène datant de moins de trois mois ou tout autre document équivalent.

En outre si le marché est d'un montant égal ou supérieur à 5 000 euros HT, le candidat devra produire dans le même délai les pièces prévues aux articles D 8222-5 (pour les candidats établis en France) et R 1263-12 et D 8222-7 (pour les candidats établis à l'étranger) et D 8254-2 à D 8254-5 pour les salariés étrangers.

Tous les documents produits doivent être rédigés en français.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le Titulaire devra produire les documents et satisfaire l'ensemble des obligations définies dans le Cahier des clauses administratives particulières, au titre de lutte contre le travail dissimulé.

VIII. SIGNATURE DU MARCHÉ

La signature électronique n'est pas exigée pour la remise des candidatures et des offres.

Cependant, les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat et l'habilitation du mandataire du groupement, lorsqu'elle est requise, doivent être signés de manière manuscrite et scannés pour la remise de leur candidature.

Les candidats sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

IX. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

IX.1. Traitement des données personnelles

La participation à la consultation emporte acceptation des candidats concernant le traitement des données personnelles les concernant figurant dans leur dossier de candidature et d'offre.

Les candidats s'engagent à obtenir la même acceptation pour le traitement des données personnelles de tous les intervenants pour leur compte désignés dans le cadre de la présente consultation.

Ces données personnelles sont définies à l'article 4 du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Pour garantir la protection des données personnelles, le Maître d'ouvrage s'engage à :

- ▶ Ne pas utiliser ni divulguer ces données personnelles pour d'autre fin que celle nécessaire à la consultation, à l'exception des données personnelles concernant l'attributaire,
- ▶ Prendre toute mesure de sécurité notamment matérielle pour assurer la conservation et l'intégrité des données personnelles traitées dans les limites strictement nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (durée utile sur le plan opérationnel),
- ▶ Procéder au terme de ce délai à la destruction de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant des données personnelles.

IX.2. Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire concernant la consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>.

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours ouvrables avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

IX.3. Voies et Délais de recours:

La principale instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme :

Tribunal administratif de RENNES

3 Contour de la Motte

CS 44416

35044 RENNES

Téléphone : 02 23 21 28 28

Fax : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr.

Les voies de recourent sont les suivantes :

- **Référé précontractuel** prévu aux articles L 551.1 à L 551-12 du Code de la Justice administrative (CJA) et pouvant être exercé avant la signature du contrat,
- **Référé contractuel** prévu aux articles L 551-13 à L 551-23 du CJA et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R 551-7 du CJA,
- **Recours pour excès de pouvoir**, assorti ou non d'un référé suspension, contre une décision administrative prévu aux articles R 421-1 à R 421-7 du CJA et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou la publication de la décision de l'organisme, sachant que ce recours ne pourra plus être exercé après la signature du contrat,
- **Recours de pleine juridiction** en contestation de la validité du contrat ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, assorti le cas échéant, de conclusions indemnitaires et pouvant être exercé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. Ce recours est prévu à l'article R 421-3 du CJA.

X. ANNEXE - NOMMAGE DES DOCUMENTS A REMETTRE PAR LES CANDIDATS

Candidature

e DUME	eDUME
Attestations d'exécution de bonne fin (références mentionnées dans le e DUME)	Attestations_execution_bonne_fin_eDUME
déclarations du candidat 1 et 2	DC1-DC2
attestation d'assurance responsabilité civile	attestation_assurance_RC

Offre

acte d'engagement	AE
bordereau des prix unitaires	BP
détail quantitatif estimatif des travaux	detail_estimatif
Mémoire explicatif et justificatif	Mémoire_explicatif_justificatif
Annexes au mémoire	Annexes